

LE TEMPS

Union européenne Mardi 3 novembre 2009

L'Union européenne a désormais son nouveau Traité

Par Richard Werly, Bruxelles, letemps.ch (avec AFP)

En signant mardi à Prague le Traité de Lisbonne qu'il avait tant combattu, le président tchèque Vaclav Klaus permet à l'UE de tourner la page de l'interminable processus de ratification. Réformes et nominations sont maintenant au programme.

Il n'aura pas tenté de nouvelle manœuvre dilatoire. Dans la foulée de la décision de la Cour constitutionnelle tchèque d'avaliser le Traité de Lisbonne, le très eurosceptique président tchèque Vaclav Klaus a finalement apposé mardi vers 15h son paraphe sur le document. La signature présidentielle était indispensable pour que le gouvernement de Prague puisse déposer à Rome – où les traités européens sont enregistrés – les instruments de ratification. Après avoir pendant des mois mené une véritable guérilla contre le texte, M. Klaus avait annoncé vendredi, à l'issue du Sommet européen de Bruxelles, qu'il l'approuverait s'il était validé par les magistrats.

Pour l'Union européenne, ce 3 novembre 2009 restera donc dans l'histoire comme le jour du soulagement. Tour à tour, le président de la Commission José-Manuel Barroso, le premier ministre suédois Fredrick Reinfeldt, président en exercice de l'Union et plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement se sont félicités de cette ultime ratification. Laquelle ouvre la voie à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne au 1er décembre prochain. Vaclav Klaus, en revanche, n'a rien cédé de ses convictions: «Je m'attendais à cette décision de la Cour constitutionnelle et je la respecte, bien que je la désapprouve fondamentalement», a affirmé le chef de l'Etat tchèque, qui avait presque comparé en février dernier l'intégration communautaire à l'impérialisme soviétique. «Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, la République tchèque cesse d'être un Etat souverain», a-t-il insisté.

De Bruxelles à Stockholm, tous les dirigeants européens vont maintenant s'activer pour boucler le dernier chapitre institutionnel: celui des nominations. Le premier ministre suédois Fredrick Reinfeldt a confirmé qu'il annoncerait «dès que possible» l'organisation d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'Union pour désigner les deux personnalités qui seront le visage et la voix de l'Europe: son futur président stable du Conseil européen (chargé de représenter les Etats membres et de remplacer l'actuelle présidence tournante, qui demeurera mais dans un rôle plus effacé) et le futur haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, doté de pouvoirs étoffés et qui sera aussi vice-président de la Commission.

Les Vingt-Sept doivent aussi boucler d'ici à ce sommet extraordinaire – on parle du 12 ou du 15 novembre – la composition de la Commission Barroso II. Les commissaires européens sont nommés par leur pays d'origine, mais leurs attributions sont ensuite négociées et proposées par le président de la Commission. Tous doivent ensuite passer une audition devant le Parlement européen qui vote, au final, l'investiture du «collège». Le parlement avait réservé plusieurs journées, début décembre, pour ces auditions. Mais il n'est pas certain que le calendrier puisse être respecté et certains observateurs évoquent déjà des auditions en janvier, voire février.

«Le plus important est maintenant de caler le trio au sommet de l'UE», reconnaissait mardi après-midi un diplomate français. Car la bataille pour les deux postes à pourvoir sera des plus symboliques. Jeudi et vendredi dernier, les coulisses du Sommet de Bruxelles ont résonné des arguments pour et contre les deux candidats les plus souvent cités: l'ancien premier ministre britannique Tony Blair (qui ne s'est pas officiellement lancé dans la course) et l'actuel chef du gouvernement luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. Au point que la plupart des observateurs parient maintenant sur un troisième homme, au profil plus conciliant. Tel que l'actuel premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende ou son homologue belge Herman Van Rompuy. Le nom le plus souvent cité pour le poste de haut représentant de l'UE est celui du ministre des Affaires étrangères britannique David Miliband, dont la candidature ne pourrait être prise en compte que si Tony Blair est définitivement écarté. Preuve de l'importance des alliances au sein de l'Union, la France et l'Allemagne ont d'ores et déjà annoncé qu'elle présenterait un candidat commun pour les deux fonctions.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA

LE TEMPS

Union européenne Mardi 3 novembre 2009

L'Union européenne a désormais son nouveau Traité

Par Richard Werly, Bruxelles, letemps.ch (avec AFP)

En signant mardi à Prague le Traité de Lisbonne qu'il avait tant combattu, le président tchèque Vaclav Klaus permet à l'UE de tourner la page de l'interminable processus de ratification. Réformes et nominations sont maintenant au programme.

Il n'aura pas tenté de nouvelle manœuvre dilatoire. Dans la foulée de la décision de la Cour constitutionnelle tchèque d'avaliser le Traité de Lisbonne, le très eurosceptique président tchèque Vaclav Klaus a finalement apposé mardi vers 15h son paraphe sur le document. La signature présidentielle était indispensable pour que le gouvernement de Prague puisse déposer à Rome – où les traités européens sont enregistrés – les instruments de ratification. Après avoir pendant des mois mené une véritable guérilla contre le texte, M. Klaus avait annoncé vendredi, à l'issue du Sommet européen de Bruxelles, qu'il l'approuverait s'il était validé par les magistrats.

Pour l'Union européenne, ce 3 novembre 2009 restera donc dans l'histoire comme le jour du soulagement. Tour à tour, le président de la Commission José-Manuel Barroso, le premier ministre suédois Fredrick Reinfeldt, président en exercice de l'Union et plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement se sont félicités de cette ultime ratification. Laquelle ouvre la voie à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne au 1er décembre prochain. Vaclav Klaus, en revanche, n'a rien cédé de ses convictions: «Je m'attendais à cette décision de la Cour constitutionnelle et je la respecte, bien que je la désapprouve fondamentalement», a affirmé le chef de l'Etat tchèque, qui avait presque comparé en février dernier l'intégration communautaire à l'impérialisme soviétique. «Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, la République tchèque cesse d'être un Etat souverain», a-t-il insisté.

De Bruxelles à Stockholm, tous les dirigeants européens vont maintenant s'activer pour boucler le dernier chapitre institutionnel: celui des nominations. Le premier ministre suédois Fredrick Reinfeldt a confirmé qu'il annoncerait «dès que possible» l'organisation d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'Union pour désigner les deux personnalités qui seront le visage et la voix de l'Europe: son futur président stable du Conseil européen (chargé de représenter les Etats membres et de remplacer l'actuelle présidence tournante, qui demeurera mais dans un rôle plus effacé) et le futur haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, doté de pouvoirs étoffés et qui sera aussi vice-président de la Commission.

Les Vingt-Sept doivent aussi boucler d'ici à ce sommet extraordinaire – on parle du 12 ou du 15 novembre – la composition de la Commission Barroso II. Les commissaires européens sont nommés par leur pays d'origine, mais leurs attributions sont ensuite négociées et proposées par le président de la Commission. Tous doivent ensuite passer une audition devant le Parlement européen qui vote, au final, l'investiture du «collège». Le parlement avait réservé plusieurs journées, début décembre, pour ces auditions. Mais il n'est pas certain que le calendrier puisse être respecté et certains observateurs évoquent déjà des auditions en janvier, voire février.

«Le plus important est maintenant de caler le trio au sommet de l'UE», reconnaissait mardi après-midi un diplomate français. Car la bataille pour les deux postes à pourvoir sera des plus symboliques. Jeudi et vendredi dernier, les coulisses du Sommet de Bruxelles ont résonné des arguments pour et contre les deux candidats les plus souvent cités: l'ancien premier ministre britannique Tony Blair (qui ne s'est pas officiellement lancé dans la course) et l'actuel chef du gouvernement luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. Au point que la plupart des observateurs parient maintenant sur un troisième homme, au profil plus conciliant. Tel que l'actuel premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende ou son homologue belge Herman Van Rompuy. Le nom le plus souvent cité pour le poste de haut représentant de l'UE est celui du ministre des Affaires étrangères britannique David Miliband, dont la candidature ne pourrait être prise en compte que si Tony Blair est définitivement écarté. Preuve de l'importance des alliances au sein de l'Union, la France et l'Allemagne ont d'ores et déjà annoncé qu'elle présenterait un candidat commun pour les deux fonctions.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA

LE TEMPS

Union européenne Mardi 3 novembre 2009

L'Union européenne a désormais son nouveau Traité

Par Richard Werly, Bruxelles, letemps.ch (avec AFP)

En signant mardi à Prague le Traité de Lisbonne qu'il avait tant combattu, le président tchèque Vaclav Klaus permet à l'UE de tourner la page de l'interminable processus de ratification. Réformes et nominations sont maintenant au programme.

Il n'aura pas tenté de nouvelle manœuvre dilatoire. Dans la foulée de la décision de la Cour constitutionnelle tchèque d'avaliser le Traité de Lisbonne, le très eurosceptique président tchèque Vaclav Klaus a finalement apposé mardi vers 15h son paraphe sur le document. La signature présidentielle était indispensable pour que le gouvernement de Prague puisse déposer à Rome – où les traités européens sont enregistrés – les instruments de ratification. Après avoir pendant des mois mené une véritable guérilla contre le texte, M. Klaus avait annoncé vendredi, à l'issue du Sommet européen de Bruxelles, qu'il l'approuverait s'il était validé par les magistrats.

Pour l'Union européenne, ce 3 novembre 2009 restera donc dans l'histoire comme le jour du soulagement. Tour à tour, le président de la Commission José-Manuel Barroso, le premier ministre suédois Fredrick Reinfeldt, président en exercice de l'Union et plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement se sont félicités de cette ultime ratification. Laquelle ouvre la voie à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne au 1er décembre prochain. Vaclav Klaus, en revanche, n'a rien cédé de ses convictions: «Je m'attendais à cette décision de la Cour constitutionnelle et je la respecte, bien que je la désapprouve fondamentalement», a affirmé le chef de l'Etat tchèque, qui avait presque comparé en février dernier l'intégration communautaire à l'impérialisme soviétique. «Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, la République tchèque cesse d'être un Etat souverain», a-t-il insisté.

De Bruxelles à Stockholm, tous les dirigeants européens vont maintenant s'activer pour boucler le dernier chapitre institutionnel: celui des nominations. Le premier ministre suédois Fredrick Reinfeldt a confirmé qu'il annoncerait «dès que possible» l'organisation d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'Union pour désigner les deux personnalités qui seront le visage et la voix de l'Europe: son futur président stable du Conseil européen (chargé de représenter les Etats membres et de remplacer l'actuelle présidence tournante, qui demeurera mais dans un rôle plus effacé) et le futur haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, doté de pouvoirs étoffés et qui sera aussi vice-président de la Commission.

Les Vingt-Sept doivent aussi boucler d'ici à ce sommet extraordinaire – on parle du 12 ou du 15 novembre – la composition de la Commission Barroso II. Les commissaires européens sont nommés par leur pays d'origine, mais leurs attributions sont ensuite négociées et proposées par le président de la Commission. Tous doivent ensuite passer une audition devant le Parlement européen qui vote, au final, l'investiture du «collège». Le parlement avait réservé plusieurs journées, début décembre, pour ces auditions. Mais il n'est pas certain que le calendrier puisse être respecté et certains observateurs évoquent déjà des auditions en janvier, voire février.

«Le plus important est maintenant de caler le trio au sommet de l'UE», reconnaissait mardi après-midi un diplomate français. Car la bataille pour les deux postes à pourvoir sera des plus symboliques. Jeudi et vendredi dernier, les coulisses du Sommet de Bruxelles ont résonné des arguments pour et contre les deux candidats les plus souvent cités: l'ancien premier ministre britannique Tony Blair (qui ne s'est pas officiellement lancé dans la course) et l'actuel chef du gouvernement luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. Au point que la plupart des observateurs parient maintenant sur un troisième homme, au profil plus conciliant. Tel que l'actuel premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende ou son homologue belge Herman Van Rompuy. Le nom le plus souvent cité pour le poste de haut représentant de l'UE est celui du ministre des Affaires étrangères britannique David Miliband, dont la candidature ne pourrait être prise en compte que si Tony Blair est définitivement écarté. Preuve de l'importance des alliances au sein de l'Union, la France et l'Allemagne ont d'ores et déjà annoncé qu'elle présenterait un candidat commun pour les deux fonctions.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA